

une fenêtre du rez-de-chaussée de cet immeuble. Elle donna immédiatement l'alarme.

Le sieur Aubert se leva en toute hâte et vint ouvrir la porte de l'hôtel. Il constata que deux foyers distincts avaient été allumés, l'un dans le petit salon, où les boiseries, un paravent, une piano et un portrait de la demoiselle Lemaire avaient été en partie consumés; l'autre, dans une chambre du second étage, où le parquet et deux fauteuils étaient la proie des flammes. Dans le salon du rez-de-chaussée, un bidon rempli d'essence avait été déposé sur le piano, une lanterne sourde avait été abandonnée sur les lieux.

A l'intérieur et à l'extérieur des effractions avaient été pratiquées, et sur le mur de clôture existaient des traces d'escalade. La maison avait été mise au pillage, plusieurs meubles avaient été forcés.

Les dames Herbelin et Lemaire, prévenues en toute hâte, revinrent presque aussitôt à Paris. A leur arrivée, elles purent se convaincre qu'elles avaient été victimes d'un vol important.

Le préjudice qui en résultait pour elle n'était pas inférieur à la somme de 15,000 fr. On leur avait soustrait des pièces d'argenterie et des bijoux, notamment quatre médailles en or, six miniatures montées en broches, un bracelet en or, orné de perles fines et de brillants, un médaillon représentant une palette garnie de pierres précieuses, un autre médaillon en forme de croissant, enrichi de perles fines, un collier en or Louis XVI, un autre collier formant une rivière de turquoises, une bourse à mailles d'or, deux petits couteaux à papier avec brillants, un manche d'ombrelle, un croissant en or avec perles, plusieurs porte-cartes, un collier de perles fines, des bracelets et des tasses en argent.

Ge vol et cet incendie étaient l'œuvre de l'accusé Duval.

La justice avait fait distribuer aux principaux joailliers de Paris la liste et le signalement des bijoux volés. Grâce à cette mesure d'instruction, Duval et ses deux complices, Didier et Houchard, qui, après le vol, s'étaient associés à lui pour en écarter et partager le produit, ne tardèrent pas à être découverts.

Duval, désireux de se débarrasser de ces bijoux, s'était, par l'entremise d'un nommé Grenotte, mis en rapport avec Houchard. Il lui avait remis la bourse à mailles d'or, des fragments de bracelet et d'épingle, le médaillon en forme de croissant et le médaillon représentant une palette.

Houchard avait accepté la mission de vendre ces objets; mais, par prudence, il s'était à son tour adressé à un nommé Michel qui l'avait conduit chez le sieur Cayez, bijoutier, demeurant rue du Rocher. Celui-ci avait acheté la bourse et les fragments du bracelet, moyennant le prix de 75 francs. En sortant de la boutique du sieur Cayez, Houchard avait confié à Michel le médaillon en forme de croissant et les débris d'épingle, le priant de les vendre.

Michel les avait remis à un nommé Pinçon, le chargeant de leur négociation. Pinçon les avait d'abord offerts à un joaillier de la rue de Trévise qui les avait refusés, puis il les avait présentés le 16 octobre à un autre joaillier de la rue Tronchet. Celui-ci, après avoir reconnu que ces bijoux correspondaient au signalement de la notice dont il était détenteur, avait dénoncé le vendeur à la police, qui s'était aussitôt emparée de sa personne.

L'arrestation de Pinçon fut bientôt suivie de celle des trois accusés. Didier avait été également le receleur de Duval et avait pris, comme Houchard, une part directe de la vente des bijoux volés.

L'information établit que la bonne foi de Grenotte, de Michel et de Pinçon avait été surprise et, qu'en conséquence aucun d'eux ne devait être compris dans les poursuites.

Duval a fait l'aveu de sa culpabilité et a donné tous les détails du vol dont il s'est rendu coupable. Cet accusé avait fabriqué une pince en acier pour pratiquer ses effractions. Cet instrument, d'une qualité et d'une trempe exceptionnelles, a été trouvé à son domicile.

Duval n'a pas mis davantage avoir mis le feu à l'hôtel de la dame Herbelin; mais pour se décharger d'une partie de responsabilité, il a prétendu qu'il avait été entraîné à commettre ces deux crimes par un nommé Turquais; il l'avait rencontré dans les réunions politiques que lui-même avait l'habitude de fréquenter. Cet individu, dont il n'a pu donner l'adresse, n'a point été retrouvé malgré les recherches les plus actives de la police. Tout semble donc indiquer que Turquais est un être imaginaire.

Quant à Houchard et Didier, ils alléguent l'un et l'autre qu'ils n'ont été dans toute cette affaire que les instruments inconscients de Duval. Ils soutiennent qu'ils ont toujours ignoré l'origine illégitime des bijoux pour la vente desquels ils ont prêté leur concours.

Leur système de défense ne saurait être accueilli, et leur complicité se trouve manifestement établie. Ils n'ont pu en effet se faire la moindre illusion sur la provenance des objets de prix qu'ils ont vus en la possession de Duval et qui ont ensuite passé par leurs mains. Les précautions qu'ils ont prises pour leur négociation suffiraient à elles seules pour démontrer leur coupable connivence et il importerait peu de rechercher quelle a pu être leur part de butin ou des bénéfices réalisés. Grenotte a d'ailleurs rapporté les propos tenus par Duval, au moment où il remettait à Houchard les bijoux que celui-ci devait vendre pour son compte: «Essaie de m'écouler cela de suite, parce que j'ai besoin d'argent; il me faut de l'argent absolument. Ecoule pour le mieux et vite, mais sois prudent, surtout, sois prudent!»

Lorsqu'il s'est entremis pour la vente de ces bijoux Houchard s'est prudemment déchargé de ce soin sur Michel. Pour capter sa confiance, il lui a donné à dessiner sur leur origine des versions différentes. Quand il s'est agi de vendre la bourse et les fragments de bracelets, il lui a déclaré qu'il était gêné pour payer son terme lorsqu'il a voulu se débarrasser du croissant et des débris d'épingle. Il lui a affirmé qu'ils provenaient d'une femme galante et, quand enfin il s'est présenté chez le bijoutier de la rue du Rocher, il lui a dit qu'ils appartenaient à une dame que sa mère servait comme cuisinière depuis plus de vingt années. Pour ne pas éveiller les soupçons de Michel, Houchard a poussé la prudence à ce point qu'il ne lui a fait voir le croissant, la palette et les débris d'épingle qu'après la première vente effectuée. C'est donc en vain qu'il prétend aujourd'hui avoir trouvé ces bijoux.

Comme Houchard, Didier a été le complice par recel de Duval. Didier était avec lui quand, dans la matinée du 16 octobre, il a remis à Houchard partie des bijoux volés. Il était encore en sa compagnie, dans la soirée de ce même jour, lorsque Houchard vint rapporter la somme de 75 fr. provenant de la vente réalisée rue du Rocher. Duval a reconnu qu'il avait partagé cette somme avec Houchard et Didier. Ce dernier a également reçu des bijoux. Le médaillon-palette a été saisi à son domicile.

Duval, jusqu'au 17 octobre, était parvenu à se soustraire aux recherches de la police. C'est seulement à cette date qu'il a été arrêté dans des circonstances qui révèlent l'audace de ce dangereux malfaiteur.

Le chef de la sûreté, accompagné de divers agents, opérait une perquisition au domicile de Didier, lorsqu'un jeune homme se présenta et fit connaître qu'un individu, resté dans la rue, désirait parler à la concubine de cet accusé.

Le brigadier Rossignol, soupçonnant que cet individu pouvait être Duval, n'hésita pas à aller le trouver. Il se fit accompagner par l'inspecteur Pelletier. Arrivés rue Legendre, ces deux agents remarquèrent un

homme qui, sans courir, s'éloignait cependant assez précipitamment. La maîtresse de Didier leur ayant révélé qu'ils étaient en présence de Duval, ils s'élançèrent à sa poursuite. Le brigadier Rossignol ne tarda pas à le rejoindre et l'invita à venir avec lui parler au chef de la sûreté. Il avait à peine prononcé ces mots que Duval, levant subitement le bras, lui porta deux coups d'un poignard qu'il tenait caché dans la manche de son paletot. L'agent tomba à terre, entraînant dans sa chute Duval qu'il avait saisi par le bras. Pour se dégager, Duval porta plusieurs autres coups de pointe au brigadier. Celui-ci mordit alors son agresseur à la main qui serrait toujours le poignard, dans le but, tout en se protégeant, de lui faire lâcher l'arme.

L'inspecteur Pelletier, joignant ses efforts à ceux de son collègue, put alors se rendre maître de ce forcené.

Le brigadier Rossignol a été visité par un médecin, qui a constaté qu'il avait reçu huit coups de poignard, dont un, porté au côté gauche du cou, aurait pu occasionner la mort s'il n'avait été amorti par l'épaisseur de quatre vêtements superposés.

En faisant à la justice le récit de ses crimes, et en en précisant les détails, Duval, dominé par la vanité de ne point passer pour un malfaiteur vulgaire, a affiché des théories socialistes qui donnent la juste mesure de ses sentiments et de sa moralité.

Cet accusé se vante d'appartenir à un groupe d'anarchistes; le vol qu'il a commis n'est, selon lui, qu'une «restitution», et il proclame «que le droit de ceux qui n'ont rien est de prendre à ceux qui possèdent». «Le produit de ce que la société appelle son vol devait servir à la révolution. J'ai pensé, a-t-il dit au juge qui l'interrogeait, qu'en faisant ce que vous révélez à ma charge, j'étais absolument irréprochable au point de vue du droit naturel.»

Il a affecté les mêmes sentiments quand on l'a interpellé sur l'attentat dont il s'est rendu coupable contre le brigadier Rossignol. Il n'en a contesté ni la réalité, ni le caractère; il n'a pas cherché à méconnaître qu'il sait fort bien que l'homme qu'il frappait était un agent de la force publique. Dans une lettre adressée au magistrat instructeur, il a formulé ainsi le mobile du crime qu'il a commis: «L'agent m'arrêta au nom de la loi; je l'ai frappé au nom de la liberté!»

Des trois accusés, Houchard seul n'a pas d'antécédents judiciaires.

Didier a subi trois condamnations pour rébellion, outrages et coups.

Duval a été également condamné pour outrage et vol.

En conséquence, etc.

Après l'appel des témoins, M. le président procède à l'interrogatoire de l'accusé Duval:

D. Levez-vous, Duval. Vous avez trente-six ans? — R. Oui, monsieur.

D. Êtes-vous marié? — R. Oui.

D. Quel état exercez-vous? — R. Celui de serrurier.

D. Vous avez été déjà condamné pour outrage et ivresse à quarante-huit heures de prison; vous avez été aussi condamné à un an pour vol; vous le reconnaissez? — R. Oui.

D. Dans la nuit du 5 au 6 octobre dernier, vous vous êtes introduit dans un hôtel de la rue de Monceau, qui appartient à Mme Herbelin. Elle y habite avec sa fille, Mme Madeleine Lemaire, sa petite-fille et l'institutrice de cette dernière; vous avez profité de l'absence de ces dames qui étaient à la campagne, pour pénétrer dans leur hôtel. — R. Oui, monsieur.

D. Vous êtes entré par escalade? — R. C'est n'est pas moi qui ai escaladé, c'est Turquais.

D. Nous verrons tout à l'heure ce qu'il faut penser de Turquais. Ainsi, d'après vous, Turquais est entré en escaladant une des fenêtres de la cour? — R. Oui et il m'a ouvert la fenêtre du rez-de-chaussée donnant sur la rue.

D. L'accusation prétend au contraire que vous êtes sorti par là. Enfin peu importe. Au point de vue de la qualification, c'est la même chose. Vous vous étiez muni d'une lanterne sourde et d'une pince. — R. La pince était à moi, mais la lanterne était à Turquais.

M. le président fait passer à MM. les jurés la pince.

D. C'est vous qui aviez fabriqué cette pince? — R. Oui.

D. Et elle est fabriquée avec un souci particulier. Cette pince a d'abord servi à ouvrir une fenêtre qui donnait sur la cour. — R. Oui, monsieur.

D. Vous êtes entré. Vous avez fracturé différents meubles au rez-de-chaussée? — R. Parfaitement.

D. Vous êtes ensuite monté au premier étage et vous avez fracturé un grand bureau-secretaire où il y avait des serrures de sûreté. — R. Nous avons d'abord été au deuxième étage.

D. Au deuxième étage, dans la chambre de Mlle Lemaire, vous avez également fracturé trois tiroirs, et vous avez répandu sur le plancher la correspondance. — R. C'est Turquais qui a fait cela. Il a même lu quelques lettres.

D. Vous ne vous êtes pas contenté de lire les lettres. Vous avez aussi emporté les bijoux. — R. (Avec assurance). Oui, et nous n'avions qu'un regret, c'était de ne pas trouver d'argent.

D. Vous en avez cependant trouvé un peu. — R. Oh! 62 francs! ce n'était vraiment pas la peine! Si nous en avions trouvé plus, je ne serais pas ici, soyez tranquille!

D. Le vol accompli, vous êtes sorti par une fenêtre du rez-de-chaussée que vous avez fracturée. — R. Nous n'avions pas des clefs; nous étions bien obligés de fracturer.

D. Bref, vous avez volé pour 15,000 francs de bijoux? — R. Oui, c'a n'était pas en espèces malheureusement; sans cela, je le répète, je ne serais pas ici. Avec quinze mille francs, j'aurais été loin?

D. Il y a longtemps que vous aviez formé le projet de dévaliser l'hôtel de Mme Herbelin? — R. Non. Je ne la connaissais pas. C'est Turquais qui en a eu l'idée.

D. Comment aviez-vous donc connu ce Turquais? — R. Je l'avais rencontré dans les réunions publiques; un soir, en en sortant, nous nous étions assis sur un banc, et j'avais compris qu'il était comme moi un adepte des théories socialistes, prêt à tout contre les parasites qui nous exploitent. Il croyait que c'était un devoir pour les travailleurs de s'attaquer aux coffres-forts de ceux qui possèdent. C'est pour cela que nous avons été chez Mme Lemaire, comme nous aurions été chez tout autre. Elle fait partie de la collectivité des parasites comme les autres.

D. Ainsi vous n'aviez pas formé le projet de vous introduire dans cet hôtel plutôt que dans un autre? — R. Non, nous avons vu là un hôtel si somptueux, il était présumable qu'il y aurait beaucoup d'argent. Si j'avais su qu'il y avait si peu, nous n'y aurions pas été.

D. Vous ne vous êtes pas borné à voler; vous avez aussi mis le feu. — R. C'est Turquais qui en a eu l'idée en voyant un bidon d'essence. Il n'y a pas eu préméditation de sa part.

D. Vous avez mis le feu sur le piano, au-dessous d'un portrait de Mlle Lemaire, par Chaplin. C'est un acte de vandalisme. — R. C'est Turquais qui a fait cela. Je m'en allais pendant ce temps-là.

D. Pourquoi avoir mis le feu? — Je ne sais pas. Peut-être Turquais en voulait-il à quelqu'un de la

maison. Peut-être a-t-il cru, et je ne l'en blâme pas, faire acte de justice sociale. C'est le forçat du travail qui incendie son bagne; c'est le soldat qui brûle sa caserne, parce que c'est un asile de fainéantise! Je voudrais, à la lueur des torches, voir les palais des capitalistes, les casernes, les couvents former un immense autodafé.

D. En réalité, c'est vous qui avez volé, c'est vous qui avez mis le feu. Vous parlez sans cesse de Turquais... Turquais, c'est un personnage imaginaire. — R. C'est à vous de le chercher et de le trouver.

D. S'il existe, vous devez savoir ce qu'il fait, où il demeure. — R. Il est en Angleterre; maintenant je sais que l'Angleterre est grande... (Rires.)

D. Ce n'est pas vous qui inventez Turquais. Il y a des Turquais dans toutes les affaires: c'est un moyen bien connu de partager les responsabilités et d'expliquer la disparition des objets qui n'ont pas été retrouvés. Enfin on a cherché partout ce Turquais et on ne l'a pas trouvé. — R. C'est que votre police est mal faite. Ce n'est pas ma faute, moi! Il y en a bien d'autres que votre police ne retrouve pas.

D. On s'est enquis à vos différents domiciles. — R. Des domiciles, je n'en ai pas. Je parlais toujours au moment du terme parce que je ne pouvais pas payer. Mon domicile, c'est dehors. J'ai assez souvent couché dehors, comme en 1870, que j'en ai des marques sur tout le corps.

D. En 1870, tout le monde a couché dehors, vous n'êtes pas le seul. — R. Je ne sais pas si vous y avez couché, monsieur le président, mais moi j'y ai couché!

D. Vous n'en avez parlé à personne, de ce Turquais? — R. J'ai l'habitude d'être très discret. Je ne parle à personne de ces choses-là.

M. le président donne lecture à MM. les jurés des rapports de police qui constatent l'impossibilité où on a été de découvrir Turquais, malgré des recherches répétées.

D. Vous voyez, Duval? — R. Je ne dis pas que vous n'avez pas cherché Turquais, mais vous ne l'avez pas trouvé, voilà tout!

D. Vous n'en avez pas même parlé à votre femme. — R. Quand il s'agit de dévaliser quelqu'un, je n'en parle pas à ma femme.

D. Comment après le vol ne l'a-t-on jamais vu avec vous avec vos deux complices Houchard et Didier? — R. Il est parti tout de suite après le vol.

D. Messieurs les jurés apprécieront. Le vol a été commis. Pour vous débarrasser des objets volés, vous vous êtes adressé à un nommé Grenotte qui vous a mis en rapports avec Houchard. — R. Oui.

D. Il s'est tenu un conciliabule entre vous, Didier, Houchard et Grenotte, dans un cabinet particulier, chez un marchand de vins. Vous aviez hâte de vous en débarrasser. Vous l'avez dit à Houchard et vous lui avez recommandé d'être prudent. Il s'est alors adressé à un nommé Michel. — R. Oh! c'est un maladroite de l'avoir fait. Si je l'avais su, je ne lui aurais jamais laissé les bijoux et je ne serais pas ici!

D. M. l'avocat général dira à Houchard que ce n'est pas une maladresse, mais une preuve de sa mauvaise foi. Parmi les objets mis en vente, il y en a quelques-uns qui ont été retrouvés. Et ceux qu'on n'a pas retrouvés? — R. C'est Turquais qui les a emportés.

D. Il a emporté aussi les couverts en argent? — R. Oui. D'ailleurs, ils n'étaient pas en argent, ils étaient en ruolz. (Rires.)

D. Alors Turquais a eu la grosse part? — R. Oui.

D. Vous n'avez presque rien eu? — R. Qu'est-ce que cela fait? Ce n'était pas pour moi: c'était pour la révolution!

D. Et l'incendie? c'était aussi pour la révolution? — R. Oui; quand Turquais a été sur le point de quitter l'hôtel, qu'il a pensé que tout cela appartenait à ces parasites, la colère l'a pris et il a voulu y mettre le feu. Je n'étais pas de cet avis, parce que notre sécurité était compromise par là; mais il avait bien raison!

D. Arrivons à votre arrestation. On faisait une perquisition chez Didier. Un jeune homme est venu dire que quelqu'un voulait parler à Didier. On a pensé que c'était peut-être vous. L'agent Rossignol est descendu. En le voyant, vous êtes parti sans vous presser, il vous a rattrapé et vous a invité à venir parler au chef de la sûreté. — R. Oui, au nom de la loi!

D. Vous étiez armé d'un poignard. Vous lui avez porté huit coups. — R. Non; je ne lui en ai porté que deux et j'avais le droit de le faire puisqu'il mettait la main sur moi. Je ne veux pas être saisi par la main d'un policier. La deuxième raison, c'est qu'étant anarchiste, je ne reconnais pas la loi. La loi est une prostituée qu'on manie comme bon semble. C'est au nom de la loi que vous violez les domiciles, que vous envoyez vos satellites nous saisir à la gorge.

D. Ce n'est pas de tout cela qu'il s'agit, mais du nombre de coups que vous avez portés à Rossignol. — R. Comment se fait-il, si je lui ai porté huit coups, que ses habits ne portent que deux coups. Je l'ai frappé deux fois, il est tombé et je ne regrette qu'une chose, c'est que la bordure du trottoir l'ait fait tomber. Sans cela jamais on ne m'aurait arrêté vivant. Jamais vos mercenaires n'auraient mis la main sur moi. Je suis un révolté. J'ai le droit de l'être. J'ai le devoir de l'être.

D. Tout cela ce sont des phrases. M. l'avocat général vous dira que vous êtes un vulgaire voleur. — R. Un voleur, je vais vous dire ce que c'est. C'est celui qui vit de l'exploitation des autres. Ce que j'ai fait, je ne l'appelle pas un vol, mais une restitution.

D. On vous signale comme un paresseux, ne travaillant jamais? — R. Travailler! Ah! j'en ai assez de travailler pour des bandits!

D. Comme soldat, votre conduite n'a pas été meilleure. Vous avez été cassé de votre grade de caporal? — R. Parce que, pas plus à cette époque qu'aujourd'hui, je ne reconnaissais d'autorité. J'ai été puni parce que je ne me reconnaissais pas le droit de punir les autres.

D. Vous avez été condamné pour vol? — R. Je vous défends...

D. Ah! permettez, je vous laisse toute liberté de vous défendre comme vous l'entendez, mais n'abusez pas!

M. le président donne lecture à MM. les jurés des renseignements recueillis sur l'accusé Duval. Ils sont détestables de tous points. On le signale notamment comme rendant sa femme très malheureuse.

L'accusé: Ma femme est mon seul juge sur ce point.

M. le président: N'interrompez pas.

M. le président continue sa lecture. Il résulte de l'enquête faite par la police, que l'accusé était considéré comme l'un des membres les plus violents du groupe la «Panthère».

D. Vous voyez ce qu'on dit de vous. Vous ne travaillez pas et vous occupez vos loisirs à fabriquer des poignards pour tuer les agents. — R. Oui, et je m'en vante. Il est temps que cela finisse: l'heure de la révolution a sonné. Ce sont les petits joujoux avec lesquels nous vous ferons danser la carmagnole.

D. Messieurs les jurés vont voir ce que vous appelez un joujou.

M. le président fait passer à MM. les jurés le poignard de l'accusé, puis il reprend:

D. En somme, M. l'avocat général dira que vous avez été un voleur, un meurtrier, un incendiaire. Vous, vous prétendez que vous êtes un justicier; messieurs les jurés apprécieront. — R. Je n'ai jamais écouté que ma conscience.

M. le président interroge Didier et Houchard. Didier est également un des adhérents du groupe la «Panthère». Quant à Houchard, il appartient au groupe des Dérhérérés de Clichy, ce qui semble peu compatible, comme le fait remarquer M. le président, avec les 1,600 francs de rente qu'il touche régulièrement.

Interpellés sur les faits de recel qui leur sont reprochés, Didier et Houchard se bornent à protester de leur bonne foi.

L'audience est suspendue à une heure trente-cinq pendant vingt minutes.

A la reprise, on entend les témoins:

Le concierge Aubert, a été réveillé au milieu de la nuit par des personnes qui sont venues lui dire que le feu était à l'hôtel. Il rend compte des premières constatations qu'il a faites.

Madeleine Lemaire, quarante ans, peintre, 31, rue de Monceau: Je n'étais pas à Paris au moment du vol. Je ne suis revenue que le surlendemain et j'ai trouvé toute ma maison dans un état épouvantable. Le feu avait été mis dans deux pièces. On avait forcé tous les tiroirs et on avait volé tous les bijoux de ma fille.

D. Quelle était leur valeur?

Le témoin: Environ 12 à 15,000 francs.

Le témoin reconnaît quelques-uns de ces bijoux qui lui sont présentés.

D. Il y a un dégât qui vous a touché plus que tous les autres. Le portrait de mademoiselle votre fille par Chaplin avait été endommagé?

Le témoin: Oui; ils avaient enduit tout le cadre d'essence.

Eugène-Adolphe Michal, bijoutier, rue du Théâtre, 81: M. Houchard est venu le 15 octobre à mon atelier, place du Marché-Saint-Honoré, 19, et il m'a proposé de me vendre une bourse et un bracelet.

D. Pourquoi voulait-il les vendre?

Le témoin: Parce qu'il était gêné pour son terme. Je lui ai indiqué un de mes anciens patrons, M. Cayez.

D. Combien M. Cayez lui en a-t-il donné? — R. 75 francs.

D. Quelle était, d'après ce qu'il a dit à M. Cayez, la provenance de ces objets? — R. Ils avaient été donnés à sa mère par une femme entretenue chez qui elle était bonne.

D. Ne vous a-t-il pas chargé de lui vendre quelque chose? — R. Oui, un croissant en or et une palette, mais je n'ai voulu me charger que du croissant.

D. D'où prétendait-il que venait ce croissant? — R. D'une cocotte.

M. Léchopé: Le témoin n'a jamais vu Didier?

Le témoin: Non.

Adrien-Lazare Grelotte, cordonnier, 4, rue Lacroix: Duval est venu chez moi le mercredi ou le jeudi, me demander de dire à Houchard de venir le lendemain chez moi. Le lendemain soir, Houchard et lui sont venus. Nous avons été chez un marchand de vins, avenue de Clichy. Duval a présenté à Houchard des bijoux en lui disant qu'il les avait trouvés, et il lui a demandé de les lui vendre. Houchard a répondu qu'il ferait pour le mieux. Nous sommes restés à peu près une demi-heure, puis nous sommes partis chacun de notre côté.

D. Ainsi, vous étiez là quand Duval a remis les objets volés à Houchard?

Le témoin: Oui.

D. Il y avait plusieurs paquets de bijoux? — Non, il n'y en avait qu'un et il a fait passer les bijoux l'un après l'autre.

D. Est-ce que vous avez cru à cette histoire que ces bijoux avaient été trouvés? — R. Je n'ai pas trouvé ça naturel et je ne tenais pas à rester là longtemps.

D. Est-ce que, quand vous avez dit à Houchard de venir chez vous, sa femme était là? — R. Non; j'en ai pas dit devant sa femme, parce que je savais qu'elle ne partageait pas nos théories politiques.

D. Vous avez dit dans l'instruction que Duval lui faisait horreur.

M. Labori: Est-ce que le témoin, qui fait partie, comme Duval, du groupe de la «Panthère», n'a pas toujours remarqué l'exaltation politique de Duval?

Le témoin: Oui.

M. Labori: Est-ce que, si Duval avait trouvé de l'argent chez Mme Lemaire, le témoin n'est pas convaincu qu'il l'aurait versé à la caisse commune?

Le témoin: Absolument.

M. Léchopé: Est-ce que Didier a participé en quoi que ce soit à la vente des bijoux?

Le témoin: Je n'en ai aucune connaissance.

M. Léchopé: Le témoin n'a-t-il pas entendu, dans la rue, Duval dire à Houchard que ce bijoux provenait du mouvement du centre?

Le témoin: Oui, je crois l'avoir entendu.

D. Qu'est-ce que cela veut dire?

Le témoin: Je ne sais pas.

M. Labori: Ces mots m'avaient frappé. J'ai appelé l'attention de mon client sur ce point et il m'a dit que c'était absolument exact, qu'il avait dit que ces bijoux provenaient du mouvement du centre, ce qui veut dire du mouvement anarchiste de Belgique. Je suis étonné que le témoin prétende qu'il ne savait pas ce que cela voulait dire. C'est, paraît-il, une expression courante dans le monde que fréquentent ces messieurs.

On entend ensuite le bijoutier Pinçon, auquel un nommé Michel a voulu vendre un croissant et des débris de broche. Pinçon les a remis à son ancien patron Rousseau qui a reconnu les objets volés, et le lendemain Pinçon et Michel étaient arrêtés. Michel a alors déclaré qu'il tenait ces bijoux de Houchard et c'est ce qui a amené l'arrestation de ce dernier.

D. Combien Rousseau avait-il estimé ces objets?

Le témoin: Cent francs.

L'accusé Duval: Je demande la parole pour établir la mauvaise foi des commerçants. Il avait estimé cent francs des bijoux qui en valaient quatre cents.

Les bijoutiers Rousseau et Cayez, qui sont ensuite entendus, ne révèlent aucun fait nouveau.

Gustave Rossignol, quarante ans, brigadier à la sûreté:

Le 17 octobre, j'assistais M. Taylor dans une perquisition faite chez Didier, quand un gamin de douze ans est venu dire qu'on demandait Didier en bas. J'ai tout de suite pensé que ce pouvait être Duval, j'ai suivi l'enfant, avec la femme Didier. Nous avons vu deux individus et la femme Didier m'a dit que l'un d'eux était Duval. Je me suis avancé vers lui et je lui ai dit: «Vous êtes Duval?» Il m'a répondu: «Oui!» J'ai alors simplement ajouté: «Le chef de la sûreté désirerait vous parler.» Je n'en ai pas dit davantage; il s'est jeté sur moi et m'a porté plusieurs coups de poignard. Je l'ai mordu au ponce pour faire tomber l'arme, pas fort, de crainte de lui faire mal. A ce moment, il m'a porté la main sur la figure, m'a mis son doigt dans l'œil, ce qui m'a occasionné une vive douleur. Il m'a encore porté plusieurs coups de poignard.

D. Vous en avez reçu huit ?
Le témoin : Oui, mais il n'y en avait que deux ou trois de graves.

L'accusé Duval : Je demanderai au brigadier Rossignol s'il croit, comme le dit l'instruction, que je lui ai mis volontairement mon doigt dans l'œil.

Le témoin : Je ne le crois pas. Il m'a mis la main sur la figure pour m'empêcher de le désarmer, mais je ne crois pas qu'il voulait me faire mal.

L'accusé Duval : Quant au nombre de coups de poignard, je maintiens que je n'en ai donné que deux.

D. Combien de temps avez-vous été malade ?
Le témoin : Vingt et quelques jours et je ne suis pas encore rétabli.

D. Est-ce que vous étiez porteur d'un mandat pour arrêter Duval ? — R. Non. Je ne le connaissais même pas. C'est Houchard qui nous a dit qu'il tenait les bijoux vendus de Duval. C'est ce qui m'a fait connaître Duval.

M. le président : M. le préfet de police vous a déjà donné un témoignage de satisfaction. Je suis heureux de vous dire, au nom de la Cour, que vous avez été un agent dévoué et un agent dévoué jusqu'au sacrifice de la vie.

Pelletier, inspecteur à la police de sûreté, a déposé Rossignol des mains de Duval.

D. Si vous n'aviez pas été là, Rossignol aurait été tué ?

Le témoin : Certainement, avec l'acharnement que Duval y mettait.

On entend d'autres témoins dont les dépositions ne présentent rien d'intéressant, et M. le docteur Laugier qui a examiné Rossignol au mois d'octobre dernier. Cet agent avait deux blessures, l'une à l'épaule et l'autre au bras. Il a reçu six autres coups de poignard. Deux n'ont pas pénétré, grâce à l'épaisseur des vêtements, et les quatre autres ont fait de simples blessures.

D. Ce poignard pouvait-il donner la mort ?
Le témoin : Oui. C'est une arme très redoutable, faite avec beaucoup de soin.

Les derniers témoins sont des témoins à décharge qui viennent donner des renseignements favorables sur les accusés. Deux d'entre eux amènent un incident.

C'est d'abord le sieur Ricois, un ami de l'accusé Duval, anarchiste comme lui.

M. le président : Levez la main droite.

Le témoin : Que je lève la main devant cette image ! Jamais ! Je ne crois pas en Dieu. D'ailleurs, la justice a tellement faussé ses balances que...

M. le président : Vous êtes ici pour obéir aux lois de votre pays. Si vous ne voulez pas déposer, retirez-vous.

M. Labori : La déposition du témoin est très importante. Si M. le président voulait l'entendre en vertu de son pouvoir discrétionnaire...

M. le président : C'est impossible. Le témoin est cité régulièrement, je ne peux l'entendre que sous la foi du serment. Nous allons suspendre un instant et vous essayerez, si vous le désirez, de le déterminer à déposer.

L'audience est suspendue pendant quelques minutes.

M. le président : Rappelez le témoin Ricois.

Le témoin est rappelé.

M. le président : Voulez-vous prêter serment ?

Le témoin : Non.

M. le président : La parole est à monsieur l'avocat général.

M. l'avocat général Reynaud : Je requiers l'application de la loi.

Le témoin : La loi, je la subis !

La Cour rend un arrêt condamnant le témoin Ricois à cent francs d'amende.

Le témoin (en s'en allant) : Je me demande si ces cent francs là peuvent retarder le krach du gouvernement bourgeois.

On introduit un nouveau témoin, le sieur Tronsin.

M. le président : Levez la main droite.

Le témoin : Je suis sourd. Je n'entends pas.

M. le président : (d'une voix forte) : Levez la main droite !

Le témoin : Je ne lève rien du tout. (Rires.)

La Cour, sur les réquisitions de M. l'avocat général, rend un nouvel arrêt condamnant le témoin Tronsin à 100 francs d'amende.

Le témoin se retire.

L'accusé Duval : Comment, Tronsin, vous ne dites pas merci à la loi.

L'audience est levée à quatre heures moins un quart et renvoyée à demain.

CHRONIQUE

PARIS, 11 JANVIER

Aujourd'hui la 1^{re} chambre de la Cour, présidée par M. le premier président Périer, a reçu le serment de MM. Benoit-Paul Masse, Deligne, Molinié et Bourgeois, nommés juges suppléants aux sièges de Versailles, Rambouillet, Bar-sur-Seine et Nogent-le-Rotrou.

MM. Berard, architecte, et Aussel, comptable, ont été admis à la prestation du serment comme experts près la Cour d'appel de Paris.

On a raconté, dans le temps, l'histoire d'un aveugle établi sur un pont de Paris, à qui un passant avait donné, par erreur, un louis de 20 francs pour une pièce de 20 sous ; ce passant, ayant appris le domicile de l'aveugle, s'y transporta le soir même, monta au deuxième étage d'une fort jolie maison ; la bonne avertit son maître qu'un monsieur le demande. L'aveugle se

présente et, à la réclamation qui lui est faite, répond : « c'est possible, monsieur, je ne puis vous dire en ce moment, ni oui ni non ; je n'ai pas encore fait ma caisse ; je suis à table, je ne peux vérifier ; mais veuillez venir me trouver demain à ma place ordinaire, je vous tiendrai compte de l'erreur, si elle a été commise. »

Cette histoire, d'une fantaisie apparente, n'est pas si invraisemblable qu'elle en a l'air, puisque voici en police correctionnelle un mendiant qui occupe, rue Commines, n° 19, un appartement d'un loyer de 950 francs.

On a saisi à son domicile un livre-journal sur lequel il inscrivait ses recettes quotidiennes, lesquelles sont composées d'aumônes de 1 fr., 2 fr. et 3 fr.

Et Bélisaire, ce héros, tendait son casque pour recevoir une simple obole !

Du reste, notre mendiant n'exerçait pas la mendicité ambulante : il allait, à domicile, solliciter des emprunts.

Il se nomme Léopold Samuel et est âgé de soixante-quatre ans.

Il a été arrêté sur la réquisition d'un peintre-décorateur, M. Thivet, dans les circonstances que celui-ci va faire connaître :

Le 7 décembre, dit-il, cet homme se présente chez moi, me raconte qu'il est voyageur de commerce, sans emploi depuis longtemps, qu'il a femme et enfants en bas-âge et se trouve dans la plus profonde misère. Il me sollicite alors de lui prêter une somme aussi minime que je le voudrais, qu'il me rendrait, me dit-il, le plus tôt possible. Je lui donnai 2 francs et il se retira.

Le surlendemain, passant dans la rue de Turenne, je le rencontre ; il examinait les maisons. Je me cachai pour l'observer, et je le vis entrer au n° 31. J'allai aussitôt trouver le concierge de cette maison, je lui racontai la chose et l'engageai à s'enquérir si cet individu n'allait pas demander l'aumône. Le concierge alla immédiatement s'en assurer et revint me dire qu'il était allé raconter à un mécanicien la même histoire qu'à moi. J'allai chercher un gardien de la paix et l'emprunteur fut arrêté.

M. le président (au prévenu) : Eh bien ! qu'avez-vous à dire ?

Le prévenu : Je reconnais, c'est vrai ; je demande l'indulgence du Tribunal.

M. le président : Vous êtes un mendiant de profession.

Le prévenu : Non, monsieur ; je suis voyageur de commerce, et, les affaires n'allant pas, je suis sans place ; alors, ayant des charges...

M. le président : La mendicité est si bien votre profession, que vous avez une tenue de livres établissant vos bénéfices quotidiens. Vous vivez d'aumônes et vous occupez un logement de 950 francs de loyer !

Le prévenu : J'ai un individu qui loge avec moi, un nommé Pierson ; ça fait le loyer à deux. J'avais des économies, c'est quand elles ont été épuisées que j'ai eu l'idée de m'adresser aux personnes charitables.

M. le président : Oui, enfin le métier était bon ; vos recettes, soigneusement inscrites, en font foi.

Le Tribunal a condamné ce singulier mendiant à deux mois de prison.

Sur ordre du parquet, le commissaire de police du quartier Vivienne vient de procéder à l'arrestation d'un jeune homme nommé Léon Turbé, âgé de vingt-neuf ans, d'origine autrichienne, qui habitait un somptueux appartement rue de Berri.

Léon Turbé, devenu orphelin, fit le commerce des perles ; il voyagea au Brésil et à vingt ans il possédait la connaissance approfondie de toutes les pierres précieuses.

Du Brésil, il passa en Colombie, puis à Panama d'où il vint à Paris après avoir réalisé sa petite fortune.

Quatre mois plus tard Turbé, n'ayant presque plus d'argent, songea à s'en procurer en mettant à profit ses connaissances des pierres et se présenta chez plusieurs joailliers qui lui confièrent des diamants, des rubis et des perles qu'il assurait pouvoir placer à de riches étrangers qu'il connaissait à Paris.

Dès qu'il fut en possession de pierres précieuses représentant 50,000 francs environ, il alla les déposer à l'Entrepôt général et se fit avancer les deux tiers de leur valeur.

Il loua alors rue de Berri un grand appartement, qu'il fit somptueusement meubler, et mena joyeuse vie ; des plaintes ayant été déposées par les négociants qu'il avait estroqués, on se mit à sa recherche, et quand le magistrat, après l'avoir arrêté, procéda dans son domicile à une perquisition, il ne put retrouver qu'une somme de 300 francs, une montre et une chaîne en or, et une bague ornée d'un petit brillant.

Des agents de la sûreté, qui avaient été chargés de rechercher une bande de faux-monnayeurs qui devaient avoir leur atelier de fabrication dans le quartier de Clignancourt, ont réussi à arrêter aujourd'hui le chef de cette bande, un nommé Fissier, âgé de trente et un ans, ayant déjà subi, alors qu'il était au régiment, dix ans de travaux publics.

Les agents avaient découvert que Fissier et ses complices se réunissaient assez souvent dans un établissement de marchand de vins de la rue Belhomme, et c'est à cet endroit qu'ils l'ont arrêté, malgré sa résistance, et conduit au commissariat de police.

Interrogé par ce magistrat, il a donné le nom de ses complices, qui ont été arrêtés sur-le-

champ : cinq hommes et trois femmes, composant cette bande, ont été envoyés rejoindre Fissier au Dépôt.

Le commissaire de police s'est ensuite rendu 34, rue Polonceau, pour y faire une perquisition, et y a trouvé non seulement tout un attirail de faux-monnayeurs, moules en plâtre et fausses pièces de cinq et de dix francs, mais encore des pincettes-moines, des fausses clefs et des armes.

Gabrielle V... et Léon R... vivaient maritalement depuis deux ans environ ; ils étaient très heureux lorsqu'il y a quelques jours R... fut atteint d'aliénation mentale et dut être interné dans un asile.

La jeune femme fut très affectée de cette séparation ; les voisins ne purent réussir à la distraire et, ce matin, étonnés de ne pas l'avoir vue comme d'habitude, ils sont entrés chez elle et l'ont trouvée morte.

La malheureuse s'était coupé la gorge avec un couteau de cuisine.

DÉPARTEMENTS

SEINE-INFÉRIEURE. — Le Havre, 10 janvier :

Le sieur Charles Lepez, condamné déjà treize fois, comparait aujourd'hui devant le Tribunal correctionnel sous la prévention de vagabondage. Au moment du prononcé d'un jugement qui le condamne à deux mois de prison, Lepez a dit aux membres du Tribunal : « Vous êtes tous des canailles ! » Ce qui lui a valu une condamnation à deux ans de prison.

ETRANGER

BELGIQUE. — Bruxelles :

On lit dans l'Etoile belge :
Devant la 6^e chambre correctionnelle du Tribunal de Bruxelles comparait, hier, le curieux personnage dont on connaît la romanesque et incroyable odyssee. Le prisonnier, Altmayer, Edmond, vingt-huit ans, se disant négociant, né à Paris, évadé, on ne sait comment, de la prison de Mazas, en cette ville, et arrêté peu de jours après à Verviers, avait simplement à répondre à une prévention de port illégal d'une arme prohibée, un revolver.

Or, ce revolver, le prévenu en était nanti au moment de son arrestation par le chef de gare à la station de Verviers.

Les conseils d'Edmond Altmayer, M^{rs} Paul Janssens et Paul Janssens, se sont efforcés de démontrer, en fait et en droit, que si le prétendu délit est reconnu constant, quant au port d'arme prohibée, le Tribunal de Bruxelles doit se déclarer incompétent, puisque c'est à Verviers et non à Bruxelles que l'infraction fut constatée à charge de l'inculpé. La défense a formulé et développé en ces sens des conclusions que le ministère public, représenté par M. le substitut Verhaegen, a combattues, et que le Tribunal a finalement repoussées en statuant sur ce déclinatoire.

Le motif déterminant du rejet des conclusions résulterait de l'aveu même du prévenu Edmond Altmayer, lequel a reconnu qu'en quittant Bruxelles, où il était arrivé directement après son escapade de Paris, pour se rendre en Allemagne, il était porteur de ce même revolver.

Le Tribunal a également passé outre à la demande de la défense tendant à ce qu'il fût sursis au jugement de cette affaire jusqu'à ce que le Tribunal civil ait statué sur l'action intentée par le prisonnier Altmayer, du chef d'arrestation et de détention illégale arbitraire à charge du chef de gare et du directeur de la maison d'arrêt de Verviers et du directeur de la prison cellulaire de Saint-Gilles-Bruxelles.

Finalement, le Tribunal a condamné le « négociant » Edmond Altmayer à 26 francs d'amende et a ordonné la confiscation de l'arme saisie.

Le condamné, maintenu en état de détention préventive et qui se trouve sous le coup d'une demande en extradition de la part du gouvernement de la République française, a été reconduit à la prison de Saint-Gilles.

Aujourd'hui mardi Altmayer sera conduit au Tribunal civil pour y entendre plaider son action en réparation judiciaire du chef d'arrestation et de détention illégale, arbitraire, etc.

BIBLIOGRAPHIE

TRAITÉ THÉORIQUE ET PRATIQUE DE LA RÉHABILITATION DES CONDAMNÉS, par M. JULIEN BRÉGAULT, procureur de la République près le Tribunal de Coulommiers, et M. LÉONCE DELAGARDE, juge suppléant au même Tribunal. — Paris, 1 vol. in-12, Marchal-Billard, éditeur.

La loi du 14 août 1885 sur les moyens de prévenir la récidive a complètement transformé les conditions et les effets de la réhabilitation. Ses dispositions nouvelles constituent une réforme des plus libérales et un véritable progrès dans notre législation criminelle. Elle a fait de la réhabilitation, jusqu'ici laissée à la discrétion du pouvoir exécutif, une décision purement judiciaire et elle a singulièrement étendu ses effets en lui attribuant pour résultat d'effacer radicalement la condamnation et de la faire disparaître du casier judiciaire. Par ses réformes de détail, cette loi a aussi simplifié dans une large mesure les formalités inspirées aux condamnés soucieux de laver la tache de leur passé et facilité le retour au bien de beaucoup d'entre eux à qui

les exigences de la législation antérieure interdisaient l'accès de cette salutaire institution.

MM. Brégault et Delagarde ont pensé qu'il serait utile d'étudier de près cette matière peu connue jusqu'ici, et de commenter le texte de la loi nouvelle en même temps que les dispositions de la loi du 6 juillet 1852, qui ont survécu. Ils ont divisé leur travail en deux parties : dans l'une, ils examinent la réhabilitation au point de vue théorique, dans sa nature, ses conditions et ses effets ; ils montrent quelle est aujourd'hui l'extension considérable donnée au principe de la réhabilitation qui embrasse toute l'échelle des peines, et qui est accessible à tous les condamnés réellement dignes d'intérêt, quels que soient leur condition et leur genre de vie. Tout en louant sans réserves l'esprit libéral qui a animé le législateur de 1885, ils regrettent cependant que par suite de ce qu'ils considèrent comme un erreur il ait admis la prescription comme un mode d'exécution de la peine de l'amende. Enfin ils donnent une nomenclature complète, qu'on ne trouve guère ailleurs, des incapacités produites par les condamnations et recherchent avec soin les divers effets de la réhabilitation.

La seconde partie est purement pratique ; elle traite de la procédure de la réhabilitation. Les auteurs s'occupent successivement des pièces à fournir par l'intéressé, de l'instruction devant le parquet de première instance, c'est-à-dire des diligences à faire et des pièces à réunir par le procureur de la République, de la procédure devant la Cour d'appel et de la tâche qui incombe aux Parquets après le rejet ou l'admission de la demande en réhabilitation. Ces développements sont suivis du texte du Code d'instruction criminelle tel qu'il existe depuis la loi de 1885, des circulaires ministérielles relatives à la réhabilitation et d'un certain nombre de formules usitées dans le ressort de la Cour de Paris, soit dans les parquets de première instance, soit devant la Cour.

Ce traité, écrit avec méthode et une remarquable clarté, sera d'une utilité pratique incontestable pour les magistrats du ministère public plus spécialement chargés de l'instruction des demandes en réhabilitation. Il se recommande aussi à l'attention des juristes et de tous ceux qui s'intéressent aux problèmes sociaux et aux progrès de notre législation pénale.

Faculté de Droit de Paris.

Année scolaire 1886-1887.

COURS LIBRES.

M. Dubuisson, docteur en médecine et licencié en droit traitera des Maladies mentales au point de vue de la responsabilité et de la capacité (12 leçons).

Le cours commencera le jeudi 13 janvier 1887, à 4 heures et continuera les jeudis suivants à la même heure. (Ancien amphithéâtre).

Le Doyen,
Ch. BEUDANT.

Bourse de Paris du 11 janvier

Très faible au début, la Bourse a pu s'améliorer quelque peu en clôture, sous l'influence des meilleures nouvelles reçues des places étrangères, notamment de la place de Londres, où les Consolidés ont regagné 1/4 à 100 15/16.

Nous laissons le 3 0/0 ancien à 82 3/4 après 82 20 ; l'Amortissable fléchit à 84 9/16 ; le 4 1/2 0/0 à 110 1/2.

La Banque de France monte de nouveau à 4,270 ; le Crédit foncier est très soutenu à 1,400 fr.

Les autres valeurs de crédit sont sans mouvements. Les chemins français sont bien tenus : l'Est à 800 fr. ; l'Ouest à 875 ; le Lyon à 1,275 ; le Midi à 1,447 50 ; l'Orléans à 1,333 75 ; le Nord à 1,575.

La souscription aux obligations des chemins de fer brésiliens, qui aura lieu le 15 courant, marche bien ; les demandes déjà reçues permettent de compter sur un succès.

Le Panama clôture à 405 ; le Suez à 2,040.

COALTAR SAPONINÉ LE BEUF. (Voir à la 4^e page.)

SPECTACLES DU 12 JANVIER

OPÉRA. — Patrie.
THÉÂTRE-FRANÇAIS. — Hamlet.
OPÉRA-COMIQUE. — La Traviata.
ODÉON. — Le Lion amoureux.
VAUDEVILLE. — Un Conseil judiciaire.
VARIÉTÉS. — Le Tour du cadran.
GYMNASE. — Relâche.
PALAIS-ROYAL. — Grotte.
BOUFFES. — Les Grenadiers de Mont-Cornette.
PORTE-SAINT-MARTIN. — Le Crocodile.
RENAISSANCE. — Tailleur pour dames.
NOUVEAUTÉS. — Le Cœur et la main.
GAITÉ. — La Cigale et la Fourmi.
AMBIGU. — Le Fils de Porthos.
CHATELET. — Le Tour du Monde.
MÉNUS PLAISIRS. — Volapük Revue.
FOLIES-DRAMATIQUES. — Paris en général.
DIJAZET. — Les femmes collantes.
CHATEAU-D'EAU. — Augereau.
CLUNY. — L'Homme n'est pas parfait, les Jocrisses de l'amour.
THÉÂTRE DE PARIS. — Les Cinq doigts de Birouk.
FOLIES-BERGÈRE. — Excentricités, pantomimes, acrobates, divertissements, saynètes, gymnastes. — Chef d'orchestre : Desormes.
EDEN-THÉÂTRE. — Viviane.
CIRQUE D'HIVER. — Spectacle équestre
NOUVEAU-CIRQUE. — Exercices équestres et nautiques.
CASINO VIVIERNE (direction Ch. Zidler). — Tous les soirs : Concert, promenade, divertissements variés. — Les mercredis et samedis : Fête de nuit. — Les dimanches et fêtes, à deux heures, matinée enfantine, kermesse.

AVIS

Toutes les annonces judiciaires et légales en matière de procédure civile, ainsi que celles relatives aux ventes en matière de faillites, peuvent être insérées dans la GAZETTE DES TRIBUNAUX.

(Arrêté de M. le préfet de la Seine en date du 20 décembre 1886, inséré dans notre numéro du 31 décembre 1886.)

Ventes immobilières

AUDIENCE DES CRIÉES

Etudes de M^{rs} DESVAUX, avoué, et Dupont, notaire à Dreux (E.-et-L.).

VENTE SUR LICITATION

à l'audience des criées du tribunal civil de Dreux, le lundi 7 février 1887, à midi, d'une propriété dite

LE DOMAINE DE MARSALIN

situé à 10 minutes de la gare de St-Remy (Eure-et-Loir), ligne de Paris à Granville.

Comprenant : un château, une ferme avec les bâtiments, cours, jardins, vergers, terres labourables, prés, pâtures, aulnaies, bois, avenues, pièces d'eau.

Le tout d'un seul tenant, d'une contenance totale de 129 hectares 82 ares 12 centiares, ainsi décomposée :

Château, jardin et corps de ferme, 3 hect. 8 ares 45 c.

Prés pâtures, aulnaies, 10 hect. 91 ares 80 cent.

Terres labourables, 70 hect. 91 ares 88 cent.

Bois, 44 hect. 89 ares 99 cent.

Mise à prix, 150,000 fr.

Pays de chasse et de pêche.

S'adresser, pour les renseignements, à M^{rs} DESVAUX, avoué, et Dupont, notaire à Dreux.

Etude de M^{rs} LAMBERT, avoué à Rambouillet, et de M^{rs} Percheron, notaire à Saint-Chéron (S.-et-O.), et de M^{rs} Vallée, notaire à Paris, boulevard Voltaire, 204, dépositaire du cahier des charges.

VENTE sur licitation, le mardi 1^{er} février 1887, à midi, en la chambre des notaires de Paris, place du Châtelet, et par le ministère de M^{rs} Vallée, notaire à Paris.

1^{re} D'UNE MAISON A PARIS

RUE CAMBACÈRES, 5

Superficie, 850 mètres.

Mise à prix, 600,000 fr.

Revenu annuel, 58,950 fr.

2^o D'UNE MAISON A PARIS

boulevard Montparnasse, 160.

Superficie, 657 mètres.

Mise à prix, 120,000 fr.

Revenu annuel, 5,310 fr.

3^o D'UNE AUTRE MAISON & TERRAIN

A PARIS boulevard Montparnasse, 156

et 158.

Superficie, 1,020 mètres.

Mise à prix, 160,000 fr.

Revenu annuel, 9,430 fr.

S'adresser, pour les renseignements,

1^o A M^{rs} LAMBERT, avoué poursuivant la vente, à Rambouillet ;

2^o A M^{rs} Papin, avoué à Rambouillet ;

3^o A M^{rs} Percheron, notaire à Saint-Chéron (Seine-et-Oise) ;

4^o A M^{rs} Léon Vallée, notaire à Paris, bou-

mploir, pendule, glace, ta-
commode, etc.
ntreuil-sous-Bois, rue des
Ecoles, 64.
achine à percer, étau, ci-
fourneau, etc.

'administrateur-gérant.